

## GRANT PROGRESS REPORT

Please use this form to report on the implementation of the planned activities and outputs of the project and any risks and issues emerging. The Progress Report is used by the Secretariat for monitoring the progress of Grant and its compliance with terms of the grant agreement and the conditionality of the disbursements.

### 1. Grant data

<b>1.1 Name of Activity:</b>	Renforcement et diffusion des initiatives de planification urbaine stratégique en Tunisie, en particulier dans les villes de l'intérieur
<b>1.2 Project No.:</b>	
<b>1.3 Grant amount:</b>	849 772 USD
<b>1.4 Project Manager:</b>	Leonor C Lopez Vega
<b>1.5 Organisation:</b>	PNUD
<b>1.6 Reporting period:</b>	Juillet-Dec 2017
<b>1.7 Expected completion date of grant:</b>	27 May 2018
<b>1.8 Total received (as of date):</b>	600,000 USD
<b>1.9 Total paid (as of date):</b>	

### 2. Grant Progresses, Lessons and Changes

**2.1 Progress made during reporting period:** (Include reporting on all (i) activities and (ii) outputs specified in the grant agreement) (please include attachments for deliverables)

La période s'étalant de début juillet à fin de décembre a été dédiée à la réalisation de la phase de diagnostic au niveau municipal et au renforcement du portage politique, tant au niveau local que national. Les actions de renforcement de capacités et de mobilisation de partenariats ont aussi été les points forts de cette période.

L'avancement de l'implémentation des activités du projet par output peut se synthétiser comme suit :

### Output 1 : Planification urbaine stratégique

- **La mise en place des structures et des mécanismes de planification participative, de suivi, et d'évaluation**, notamment les comités de pilotage au niveau des villes (COPIL), les commissions municipales et les équipes de gestion a été accomplie. Ce résultat a été possible grâce aux missions sur le terrain pour sensibiliser, informer et impliquer les autorités locales et les coordinateurs locaux du projet. De même, un suivi régulier a été réalisé afin d'assurer l'opérationnalisation de ces structures après le démarrage du projet. La promotion de la représentativité de tous les acteurs locaux, notamment de la société civile, des femmes et des jeunes a été une préoccupation constante. Des résultats encourageants ont été accomplis. Cependant il reste encore quelques défis à relever, comme dans le cas du COPIL de Jendouba, qui, malgré des efforts, ne compte pas parmi ses membres avec des femmes. Sur le terrain, des séances de travail et de coordination avec les partenaires techniques ont été organisées dans les villes de Béja et de Sidi Bouzid avec la CILG VNGi, à Jendouba avec la GIZ et à Gabès et Kairouan avec Medcités.

Tel que convenu dans la méthodologie, le PNUD renforce les équipes municipales des villes de Béja, Kairouan, Sidi Bouzid, Gabès, Médenine et Tataouine par le recrutement de 18 Volontaires des Nations Unies (VNU), soit 3 par ville ayant des expertises spécifiques en sciences économiques, sciences sociales et sciences de l'environnement. Aujourd'hui, 16 VNUs ont été recrutés et intégrés au sein de leur équipe d'affectation. 2 VNUs n'ont pas été recrutés pour Sidi Bouzid et Tataouine en raison de l'impossibilité de trouver des candidats spécialistes en sciences sociales pour ces deux villes.

- Concernant **l'avancement des activités de planification**, toutes les villes ont organisé leur cérémonies d'ouverture/lancement au niveau local. Ces réunions de lancement ont été tenues en présence du gouverneur et du président de la délégation spéciale à La Soukra, Sidi Bouzid, Tataouine, Médenine et Gabès et en présence du président de la délégation spéciale à Béja, Jendouba et Kairouan.

La première et deuxième formation des équipes de gestion et ont terminé leur collecte de données qualitatives et quantitatives, à l'exception de M'Saken qui a récemment joint le programme comme ville remplaçante de Monastir (voir ci-dessous la section sur les problèmes rencontrés). Cette dernière en est en effet encore à la phase de lancement. A la fin de la période de ce rapport, les villes ayant terminé la phase de pré-diagnostic, incluant la tenue du premier comité de pilotage et de la première conférence générale, sont les villes de Béja, Sidi Bouzid, Gabès, Médenine, et Tataouine. Enfin, les deux villes de Médenine et Gabès se démarquent par leur avancement notable: elles ont d'ores et déjà accompli les ateliers de concertation qui constituent l'activité principale de la phase de diagnostic.

Villes	Activités		Villes	Activités
<b>Jendouba</b>	Cérémonie de lancement Formation I et II		<b>Gabès</b>	Cérémonie de lancement Formation I, II et III 1 <sup>er</sup> Copil Conférence Générale Ateliers de concertation

<b>Béja</b>	Cérémonie de lancement Formation I, II et III 1 <sup>er</sup> Copil Conférence Générale		<b>Médenine</b>	Cérémonie de lancement Formation I, II et III 1 <sup>er</sup> Copil Conférence Générale Ateliers de concertation
<b>La Soukra</b>	Cérémonie de lancement Formation I et II		<b>Tataouine</b>	Cérémonie de lancement Formation I et II 1 <sup>er</sup> Copil
<b>Kairouan</b>	Cérémonie de lancement Formation I et II 1 <sup>er</sup> Copil Conférence Générale		<b>M'Saken</b>	
<b>Sidi Bouzid</b>	Cérémonie de lancement Formation I, II et III 1 <sup>er</sup> Copil Conférence Générale		<b>Autres activités</b> auxquelles les villes ont participé	Formation des UNV à Amman. Formation des équipes municipales. ODD Camps. Rencontre Inter-villes; formation migration. Journée Internationale des Volontaires.

## Output 2 : Formation et réseautage

- Les formations et le renforcement de capacités constituent l'un des piliers du projet. Près de 30 formations auprès des équipes municipales ont eu lieu dans les neuf villes partenaires, notamment:
  - **1ère formation** accomplie par toutes les villes: Phase de lancement (2 journées de formation: 1 sur les concepts généraux, 1 journée spécifique du pré-diagnostic)
  - **2ème formation** accomplie par presque toutes les villes excepté Jendouba et Monastir/M'Saken (2 journées de formation prévues avant la préparation des fiches FDP)
  - **3ème formation** préparation du diagnostic accomplie par Médenine, Béja, Sidi Bouzid et Gabès: 1 journée de formation pour préparer les ateliers de priorisation des fiches FDP et finir la phase de diagnostic.
- Les capacités des VNUs ont été renforcées par de nombreuses activités. Les VNUs ont assisté à une formation organisée par le PNUD à Tunis sur les objectifs de développement durable (ODD) et sur la méthodologie pour l'organisation des camps de sensibilisation des jeunes sur les ODD. Ils ont aussi eu l'occasion de renforcer leur capacité de leadership et de logistique lors de la mise en place des camps des ODD dans les différentes villes du projet.

Grâce au partenariat du projet avec l'agence UN-Volunteer, les VNUs ont également participé à une formation internationale sur le volontariat au sein des Nations Unies à Amman. Cette formation a pris la forme d'un atelier régional appelé « UN Youth Volunteer Workshop », tenu du 6 au 9 Novembre 2017. La participation des Volontaires des Nations Unies (VNU) du projet *Madinatouna*, a été assez importante. En effet, sur les 26 participants de différentes nationalités présents à la formation, 11 faisaient partie du projet *Madinatouna*. La formation avait pour objectif de présenter le programme VNU et le rôle des jeunes Volontaires au sein des Nations Unies. Elle s'est faite au travers de différentes introductions sur des thèmes divers, tels les Objectifs de Développement Durable (ODD) ou l'éthique et les conditions de services des Volontaires. L'atelier a également été l'opportunité pour les VNUs de découvrir plus amplement l'engagement et la participation

des volontaires des Nations Unies à la réalisation des ODD. Il a aussi été l'occasion de réfléchir aux moyens de promouvoir le volontariat et à la façon dont l'expérience du bénévolat peut faciliter le développement personnel et professionnel. Enfin, la formation a permis aux VNU de comprendre les principes du partage des connaissances et jeter les bases d'un réseau de soutien par pairs.

Enfin, l'équipe du PNUD, en partenariat avec le croissant rouge et le programme UNV, a organisé la Journée Internationale des Volontaires, grâce à laquelle les VNU ont bénéficié des ateliers de formation en matière d'engagement citoyen et de réponse en cas de crise.

- La première rencontre « Entre Villes » a eu lieu le 4 décembre 2017 à la Municipalité de La Soukra. Une soixantaine de personnes ont y participé, parmi lesquelles il faut noter la présence de quatre Présidents de Délégation Spéciale, deux Secrétaires Généraux, cinq Coordinateurs locaux, et 15 VNU représentant les villes du projet. Ce fut l'occasion pour les acteurs des neuf villes de se rencontrer et de partager leurs expériences et les bonnes pratiques apprises au cours de la première phase du projet. Le partage a été facilité par l'organisation d'une série de «rencontres entre pairs » lors desquelles les différents acteurs du projet ont pu discuter avec leurs homologues sur les bonnes pratiques acquises. Les participants ont aussi bénéficié d'une série de présentations sur l'appropriation locale et la méthodologie du projet. Enfin, des présentations et des débats sur l'inclusion des Objectif de développement durables (ODDs), la thématique genre et la participation des jeunes dans le projet ont également eu lieu. La Rencontre a été organisée en synergie avec un autre projet du PNUD et de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) sur l'intégration de la migration dans la planification (Mainstreaming Migration). Ainsi lors de la rencontre entre villes un atelier spécifique sur la migration son intégration dans la planification locale a été effectué. Enfin, un représentant de l'UNESCO a aussi présenté lors de la Rencontre, les opportunités futures de partenariat relatives à une synergie avec leurs activités notamment pour ce qui est de la valorisation du patrimoine culturel au niveau des processus de planification urbaine.

### **Output 3 : Capitalisation, diffusion, scaling-up**

- Concernant le portage politique nécessaire à la capitalisation, la diffusion et les éventuelles mises à l'échelle, le coup d'envoi du Projet *Madinatouna* à l'échelle nationale a fait l'objet d'un atelier de lancement à l'Hôtel de ville de Tunis le 29 juin 2017, accueillie par le Président de la Fédération Nationale des Villes Tunisiennes ainsi que Monsieur le Maire de Tunis Seifallah Lasram. L'atelier s'est déroulé en présence de Monsieur Kamel Ketari, Chargé de Mission au cabinet du Ministre des Affaires Locales et de l'Environnement (MALEV), Monsieur Diego Zorrilla, Coordonnateur résident du système des Nations Unies et Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le développement, Madame Rita Adam, Ambassadrice de Suisse, Monsieur Serge Allou, Spécialiste Urbain Principal Cities Alliance, ainsi que les autres partenaires techniques du projet, en l'occurrence la GIZ, la CILG-VNGI, Medcités et les représentants des 9 municipalités. La cérémonie de lancement national a eu pour objectif de présenter le projet Madinatouna à l'ensemble des acteurs nationaux. Elle a servi également à renforcer et réaffirmer le portage politique et l'implication des différents acteurs au niveau national. Ainsi, la cérémonie a été l'occasion de formaliser un accord entre les villes, les partenaires et le MALEV par la signature d'un Mémoire d'Accord de convergence entre le projet Madinatouna et le Programme National des villes durables, signé par l'ensemble des parties. Des représentantes du Ministère du développement, de l'investissement et de la coopération internationale (MDICI), du Ministère de l'Équipement, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire ainsi que du Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance y ont aussi participé. Lors de cet atelier, les représentants centraux ont été mobilisés autour du projet avec succès, afin d'assurer une large diffusion de l'information sur le projet. Les quelques 120 personnes participantes, issues des institutions nationales, régionales, locales, de la société civile et des organismes internationaux, ont ainsi eu l'occasion de découvrir le projet et d'interpeller les partenaires exécutants vis-à-vis des modes d'implémentations du projet et ses répercussions sur

l'ensemble du territoire.

- En ce qui concerne le portage politique au niveau local, deux groupes de villes se distinguent: le premier est composé des villes de Médenine, Gabès, Sidi Bouzid et Béja dont le portage politique est stable; puis le deuxième groupe, composé des villes de Jendouba, La Soukra, Kairouan et Tataouine, dont le portage politique gagnerait à être encore renforcé. Le manque de portage politique par la ville de Monastir a causé un remplacement de cette ville par M'Saken (voir description du problème dans la section 2.2). Les déplacements sur le terrain et les rencontres faites avec les gouverneurs et les autorités locales ont contribué à promouvoir à leur portage. Pour la plupart de ces rencontres (excepté pour Kairouan et Monastir), un accueil favorable a été réservé au projet, témoignant d'une forte implication et une appropriation du projet. De même, les gouverneurs ont signifié leur soutien à la mise en œuvre du projet. Les acteurs principaux dans les villes, le personnel municipal et les coordinateurs SDV étaient tous présents lors de ces rencontres.
- La mobilisation autour du projet s'est faite également par le biais de contacts et de coordinations avec d'autres acteurs territoriaux et tutelles administratives des collectivités locales, tels que le département de l'environnement et de la qualité de vie, la direction générale des programmes municipaux, l'instance en charge du processus de décentralisation, la CPSCL (Caisse des Prêts et de Soutien des Collectivités Locales) et le CFAD (Centre de Formation et d'Appui à la Décentralisation).
- La distribution de matériaux de communication a été effectuée auprès des villes partenaires, afin de favoriser la visibilité du projet (stylos, sacs en tissus, portes documents, blocs notes, classeurs, kakémono). L'impression de la brochure du projet ainsi que d'autres produits informatifs, avait été reportée jusqu'à ce que la décision de remplacer Monastir par M'Saken soit officialisée, afin de pouvoir modifier la carte où figurent les noms des villes partenaires.
- L'appropriation et implication des acteurs nationaux aux SDV ont été renforcées à travers plusieurs rencontres en réunions bilatérales et en groupe, notamment :
  - 8 Réunions techniques avec des représentants des partenaires nationaux dont: 3 rencontres avec le conseiller du ministre, le Directeur Générale des Programmes Communaux, conseils Régionaux et de districts, et le DG d'environnement et de la qualité de la vie (Juillet, Octobre, Novembre) afin de discuter sur l'avancement du projet et les perspectives de mobilisation de ressources; 1 rencontre avec le Président de l'instance générale de la prospective et de l'accompagnement du processus de décentralisation (Novembre) sur les perspectives de collaboration après les élections municipales; 1 rencontre d'information avec la Direction Générale de coordination et suivi d'exécution des projets publics et programmes régionaux du MDICI (Décembre) sur l'état d'avancement et les potentielles pistes de mobilisation de ressources; 3 rencontres avec la FNVT (Septembre, Octobre, Novembre) sur le suivi du projet et des pistes de mobilisation de ressources. Des échanges par email et par téléphone avec les acteurs nationaux ont eu lieu de manière fluide et constante durant toute la période.
  - Participation des représentants du PNUD, FNVT, MALEV et MDICI au Quatrième COPIL du programme Cities Alliances (Octobre)
  - Comité National de Coordination (Novembre) extraordinaire et restreint afin de discuter de l'avancement du projet et notamment des difficultés rencontrées avec la ville de Monastir. La décision de remplacer cette ville par M'Saken a été discutée et approuvée lors de ce Comité.
  - La promotion de l'implication des acteurs régionaux dans les SDV a continué à travers des rencontres avec les directions de développement régional lors des missions de terrain.

- **6 réunions/rencontres** orientées vers la mobilisation de ressources et/ou des synergies entre différentes initiatives, dont: (i) une réunion avec la **Fédération Canadienne des Municipalités** (Octobre 2017) pour présenter le projet Madinatouna et explorer des éventuelles pistes de collaboration. La dite Fédération semble décidée à lancer une collaboration avec les autorités tunisiennes en 2018; (ii) une réunion avec les représentants d'**ONU Habitat** (Octobre) portant sur les éventuelles synergies avec leur programme régional qui visent à analyser les capacités des autorités municipales à implémenter et suivre les ODD au niveau de certaines villes pilotes, dont 2 à définir en Tunisie. La synergie avec le projet *Madinatouna* serait très positive si les parties prenantes arriveraient à un accord sur la méthodologie commune à suivre; (iii) une réunion avec une **délégation canadienne** sous la direction de Mme Marie-Claude Gagnon (Directrice-Adjointe), la Direction du Maghreb, les Affaires Mondiales Canada et Mme Geneviève Brown, (Chef de Coopération), l'Ambassade du Canada au Maroc afin de discuter des perspectives de collaboration sur les thématiques de la formation professionnelle, la gouvernance locale, la décentralisation et l'autonomisation des femmes (Novembre); (iv) des réunions et facilitations d'une mission en Tunisie menée par une **délégation de la région Toscane et la municipalité de Capannori** (M. Luca Menesini, Maire de la municipalité de Capannori; Mme Flavia Donati, Haut fonctionnaire du secteur international de la Région Toscane; M. Enrico Cecchetti, Président de l'Euro African Partnership; Mme Alice Concari, coordinatrice ANCI section Toscane) touchant à l'éventuelle convergence/synergie entre un projet sur l'économie circulaire déjà mis en œuvre par des acteurs italiens en partenariat avec la FNVT. La synergie a été convenue afin que quelques villes du projet Madinatouna puissent bénéficier des actions pilotes du projet italien; (v) une téléconférence avec le **représentant et point focal pour la Tunisie de la SKL** de Suède visant à proposer et discuter un partenariat entre l'initiative SimboiCity et Madinatouna, afin que leur initiative s'intègre dans la mesure du possible au projet Madinatouna (Novembre); (vi) une réunion avec l'**UNESCO** (Novembre) dans le cadre de la visite de M. Phinith (chef de section UNESCO SHS à Rabat) dans l'optique de discuter d'une éventuelle coopération autour du projet Madinatouna, notamment sur la façon dont les villes pourraient faire partie des différents réseaux appuyés par l'UNESCO.

**2.2 Problems encountered/causes for delays/remedies during the reporting period: (Please explain each output that is behind schedule or under target) (Please describe and justify any adjustments to activities and outputs made to get back on track)**

**Output 1 :**

- **Le retard initial** de plus de 6 mois dans la mise en œuvre des activités de lancement du projet, notamment dû au désistement du candidat au poste d'expert national initialement identifié, mais également à la mise en place tardive des nouvelles délégations spéciales (qui devaient assurer le portage politique au niveau local et la désignation des structures de pilotage, techniques et de gestion des SDV), ne pourra pas être rattrapé à temps. Ainsi, afin de pouvoir finir le processus de planification, nous proposons d'une part A) de réviser/d'alléger la méthodologie d'élaboration des SDV, afin de simplifier dans la mesure du possible les étapes de planification, et d'autre part B) une extension sans coûts additionnels pour Cities Alliances et pour une période de **5 mois** (4 mois pour la finalisation des activités et un dernier mois pour la clôture du projet). Ainsi, des ajustements au calendrier ont été réalisés et seront partagés avec les partenaires lors du prochain COPIL.
- **Le portage politique au niveau local est faible pour les trois communes suivantes: Monastir, Kairouan et Jendouba.**
- **Concernant la ville de Monastir, malgré le fait d'avoir exprimé** son intérêt pour le projet lors de la cérémonie de lancement national en fin juin 2017, les représentants municipaux n'ont pas donné signe d'une forte implication dans l'avancement du projet au cours des mois qui ont suivi. Après concertation avec l'ensemble des parties, la GIZ a

proposé de remplacer Monastir par la ville de M'Saken. Cette proposition a finalement été acceptée lors de la réunion du Comité National de Coordination tenue le 14 novembre. Il faut noter que la municipalité de M'Saken, par l'intermédiaire de la société civile, s'était déjà engagée dans un processus d'élaboration de sa stratégie urbaine à l'horizon 2050, et avait manifesté une forte volonté d'intégrer le projet Madinatouna.

- **A Kairouan**, compte tenu du départ de l'ancien président de la délégation spéciale qui était précisément à l'initiative de la candidature de la ville au projet de SDV, les autorités locales et régionales restantes de **Kairouan** ne s'étaient au contraire pas mobilisées pour Madinatouna, et avaient manifesté peu de disposition à l'égard du projet. Afin de motiver l'équipe municipale à s'engager davantage, le PNUD a organisé une mission à laquelle ont participé la CTP (Conseillère Technique Principale) du PNUD, M. Habib Ben Moussa (chargé de mission auprès du ministre des affaires locales et de l'environnement) et Khaled Abdesslem (représentant de Medcités en Tunisie). Les réunions avec le gouverneur, le président de la délégation spéciale ainsi qu'avec l'équipe technique et de gestion du projet, ont permis de relancer le processus.
- Au vu des réunions de travail avec l'équipe municipale de la ville de **Jendouba** et les autres acteurs de la ville, il ne semble pas avoir une forte appropriation du projet par la commune. Malgré l'avancement du projet (mis en œuvre des activités et production de rapports), la faible contribution de la coordinatrice du projet (appelée constamment à s'occuper de la gestion courante de la direction des travaux), ainsi que la faiblesse de la représentativité du comité de pilotage et de l'implication des acteurs de la ville nous semblent encore très préoccupantes. Il est vrai que l'appui de l'ATU, association recrutée par la GIZ pour s'occuper de l'accompagnement de la ville, garantit l'avancement du projet. Cependant, si aucun changement dans le portage politique au niveau des acteurs territoriaux n'intervient, il est alors fort probable que la stratégie produite soit peu représentative et appropriée par les autorités locales.

## Output 2

- Par rapport à la formation des équipes municipales, il s'est avéré nécessaire d'accorder plus de temps qu'initialement prévu à certaines formations. En effet, il s'agirait ainsi de réussir une meilleure assimilation par les membres de l'équipe municipale et de prévoir des missions d'accompagnement par les formateurs, afin d'assurer l'assimilation et l'application de la formation.

## Outputs 1 et 2

- L'assistante administrative et financière qui avait rejoint l'équipe le 10 mai a démissionné au début du mois de juillet afin de poursuivre ses études. Le nouveau processus de recrutement a été lancé et une nouvelle assistante administrative a été engagée le mois de septembre. De ce fait, la Conseillère Technique Principale a dû consacrer davantage de temps qu'initialement prévu pour assurer des tâches additionnelles pendant la période intérimaire, ainsi que pour l'encadrement de cette nouvelle assistante.

## Output 1 et 3

- Le recrutement des deux jeunes diplômés (VNU spécialistes en Sciences sociales) pour Sidi Bouzid et Tataouine n'a pas pu se matérialiser: malgré l'ample publication d'annonces de postes vacants (via la presse, les sites web du PNUD et du Système de Nations Unies en Tunisie, les réseaux sociaux et les partenaires du projet), nous n'avons pas reçu suffisamment de candidatures pour assurer le succès du processus et avons donc dû prolonger les délais de soumission des candidatures pour certains postes, ce à plusieurs reprises et jusqu'à la fin de l'année. Pour pallier cette difficulté, le PNUD et CILG-VNGi se sont investis davantage pour accompagner ces deux groupes municipaux. Concernant les postes de Sidi Bouzid, une candidate a été retenue à la fin de l'année, son contrat débutera début 2018. Dans un logique similaire, il a été convenu que l'équipe de Médenine puisse fournir un appui et un accompagnement additionnel au profit de

Tataouine, afin que cette dernière rattrape son retard.

- S'agissant de la ville de la Soukra, celle-ci constitue un cas particulier. La Soukra a montré un engagement extraordinaire à l'égard du projet. Ainsi, même si elle ne reçoit pas de financement du projet dont bénéficient les autres villes, la Soukra prend en charge personnellement la réalisation de toutes les activités et assume le coût du personnel. Cependant, en raison d'une interdiction de recruter du personnel supplémentaire dans les communes, interdiction imposée au niveau gouvernemental afin de contrôler les dépenses relatives au coût de l'administration publique, la Soukra est actuellement en train de chercher une solution afin de payer les experts juniors qui travaillent déjà dans l'élaboration des SDV. Il semblerait que l'option initialement identifiée (recrutement à travers la FNVT) ne soit pas possible. En effet, la réglementation administrative tunisienne exige certains documents spécifiques (p.e. bilan financier annuel) de la part de la FNVT pour obtenir l'autorisation de versements d'argent. La FNVT ne peut pas fournir ces documents et par conséquent, elle ne peut pas non plus procéder à l'embauche et à la rémunération de personnel supplémentaire dans le cadre d'une convention avec la Commune de La Soukra. Bien qu'il y ait des pistes pour trouver une solution alternative, l'avancement du travail de l'équipe est lent, et si une telle solution n'est pas rapidement identifiée, les travaux risquent d'être paralysés.

### **2.3 Any risks (in terms of the external context, procurement and financial arrangements, ethics, negative social and environmental impacts etc.) which have emerged during the reporting period:**

- La période comprise entre juin et décembre 2017 a connu une vague de manifestations et contestations collectives. Le nombre total de contestations dans les gouvernorats où les 8 villes du projet (excepté La Soukra) se trouvent a atteint un total de 1714 contestations. Lorsque l'on prend en compte Tunis et ses 296 contestations, on dénombre alors un total alarmant de 2010 manifestations. Cependant, la capitale est loin d'être la ville ayant recensé le plus grand mécontentement : avec un total de 478 protestations collectives enregistré, Sidi Bouzid, jadis foyer de la Révolution de 2011, semble être la ville la plus agitée, suivie de près par Kairouan et ses 467 contestations. Viennent ensuite les villes de Gabès, Tataouine, Médenine et Jendouba avec respectivement 206, 157, 147 et 139 contestations collectives. Seule la ville de Béja semble se maintenir à un niveau de mécontentement relativement calme avec un total de 57 contestations. Ces mouvements de contestations collectives qui se sont traduits parfois par quelques actions de violences ont un impact sur le bon déroulement des activités, devant parfois être reprogrammées et causant donc un retard dans la mise en œuvre du projet. Ces manifestations démontrent également qu'il est urgent que des actions visibles d'appui au développement des villes soient engagées.
- Le processus de décentralisation en cours, et notamment les élections municipales programmées pour le 6 mai 2018, pourrait avoir un impact négatif sur le bon déroulement du projet. D'une part, un ralentissement des activités pourrait être causé pendant la période de préparation pour les élections. D'autre part, les nouveaux présidents des délégations spéciales peuvent ne pas donner la priorité souhaitée aux processus d'élaboration des SDV. Pour pallier ce risque, des efforts sont fournis pour impliquer tous les partis politiques.
- Jusqu'à présent, le projet accuse un retard de 4 mois, et la vitesse d'avancement de l'implémentation des différentes phases du projet s'est avérée plus lente que prévu. Par conséquent, il se peut donc que ce retard augmente davantage. Actuellement, il est peu probable de pouvoir accomplir toutes les phases de planification de la SDV telles que prévues dans la méthodologie avant le 27 mai. En fin, le projet pourrait accompagner la phase de cadre stratégique et entamer la phase de plan d'action. Les mesures proposées sont d'une part de demander une extension du projet de 5 mois, c'est à dire 4 mois pour



maintenir les équipes opérationnels, ce qui est précisément la durée d'extension maximale possible conformément à la disponibilité budgétaire, et un mois additionnel pour la clôture du projet. D'autre part, réviser la méthodologie pour simplifier là où il sera possible les étapes de planification. Enfin, si malgré ces mesures cette tendance d'avancement lent persévère, ou bien que les élections provoquent un ralentissement de l'avancement affectant le projet, le projet risque alors de ne pas être en mesure de fournir l'appui initialement prévu pour la dernière phase d'une durée de 3 mois. Ainsi, la phase de suivi et évaluation pourrait être simplifiée et allégée d'une durée potentielle de 3 mois à une durée minimale d'une à deux semaines, afin de finir les activités avant la fin de l'extension du projet. Enfin, il est important de garder à l'esprit que les villes du projet n'avancent pas toutes au même rythme: nous estimons que pour les villes de Médenine, Sidi Bouzid, Béja, Gabès voir potentiellement Tataouine également, l'extension du projet devrait suffire à finir l'appui au processus tel que prévu. En revanche, concernant Jendouba, Kairouan, et La Soukra, le risque de devoir raccourcir la dernière phase reste présent. Quant à M'Saken, reste à voir leur capacité à rattrape les autres villes dans le processus d'avancement.

- Si les processus d'élaboration des SDV ne sont pas accompagnés par la mise en œuvre de projets/réalisations concrètes d'impact sur la vie des citoyens, l'implication des acteurs locaux pourrait se voir affaiblie. A cet égard les partenaires du projet font des efforts supplémentaires de mobilisation de ressources et de partenariats autour les SDV. Ainsi, le PNUD fait des efforts pour mobiliser des partenaires supplémentaires potentiellement intéressés à accompagner les processus de mise en œuvre des SDV. Actuellement, il existe des pistes de collaboration avec différents partenaires qui pourraient se concrétiser dans les prochains mois.
- La FNVT accuse une limitation en termes de personnel (nombre limité et surchargé). Elle est dans une phase de redéfinition de leur mission, statut, mandat... La disponibilité de la directrice exécutive est de plus en plus limitée. Même si l'appropriation du projet de leur part est très forte, le manque de leadership pour "imposer" aux autres bailleurs de fonds éventuels un alignement cohérent avec le projet Madinatouna risque d'affaiblir le résultat du projet en termes de mise en échelle. Ainsi, SKL va financer l'accompagnement des deux villes dans la réalisation des documents de planification stratégique. Ceci peut à la fois s'avérer être une opportunité ou un risque. Afin d'en tirer avantage, la SKL devrait se joindre au projet en tant que partenaire de Madinatouna, et adopter la méthodologie SDV qui serait modifiée/enrichie avec des éléments propres à leur méthodologie (SimboiCity). Des réunions et échanges entre le PNUD, la FNVT, Cities Alliances, Medcités et SKL ont été réalisées dans ce sens.
- Il est prévu dans le document du projet qu'une réunion du Comité National de Coordination soit organisée deux fois par an sous la présidence du MALE/DGCL et la coprésidence du PNUD et la FNVT. Le deuxième CNC de l'année 2017 a été un CNC convoqué avec le caractère d'extraordinaire pour discuter sur le remplacement de la ville de Monastir. A cause des agendas des représentants des différents ministères, et la disponibilité très limitée du précédent DG des Collectivités Locales il a été impossible d'organiser un autre CNC ordinaire avant la fin de l'année. Le prochaine COPIL est programmé avoir lieu dans le premier trimestre du 2018.

#### **2.4 Please describe what ongoing measures are in place to ensure sustainability of project results**

Les réunions du Comité National de Coordination devraient contribuer à l'articulation des démarches et à la coordination des actions entre ce projet et le processus de décentralisation, notamment l'opérationnalisation du projet de loi du Code de Collectivités Locales (CCL) actuellement en discussion à l'Assemblée de Représentantes du Peuple. Ainsi, les SDV devraient servir de cadre général pour la réalisation des Plans de Développement Locaux (PDL) qui sont exigés par le CCL, et de cette manière assurer la durabilité et la mise en œuvre des SDV.

La FNVT devrait assurer la durabilité des résultats du projet et promouvoir le scaling-up. Comme expliqué auparavant, la Directrice exécutive de la FNVT montre une excellente appropriation du projet. Le projet continuera à travailler pour que cette appropriation puisse être orientée au scaling-up.

Enfin, la convergence entre le projet SDV et le « *Programme National Villes Durables 2016-2050* » du Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement contribuera à la durabilité du projet. Le MALEV souhaiterait inclure dans le projet d'autres villes et s'engage à faire des efforts de mobilisation de ressources. Le PNUD est disponible à soutenir d'autres villes pour l'élaboration de leurs SDV ou pour continuer à soutenir les villes actuellement participant du projet pour l'élaboration de leurs PDL et la mise en œuvre des plans d'actions, dans la mesure des nouveaux financements mobilisés. Le PNUD est en train de faire le plaidoyer auprès différents bailleurs de fonds pour un éventuel appui dans ce sens.

### **2.5 Key lessons learned during the reporting period (with regard to project management and design, participation, partnership, scaling-up, institutionalisation, sustainability, etc.):**

L'appui de l'équipe du PNUD au-delà des villes de Tataouine et Médenine s'est avéré décisif pour l'ensemble des villes du projet, notamment quant à la qualité des rendus. Cette assistance technique à l'ensemble des municipalités garantit une harmonisation des travaux engagés et une capitalisation des bonnes pratiques partagées. L'ampleur des tâches nécessaires à accomplir pour assurer un suivi de près de 9 villes nécessite de ressources humaines plus nombreuses que juste un expert national et une conseillère technique. Le PNUD a mobilisé 5 experts juniors: 3 experts pour appuyer le suivi des activités sur le terrain: 1 expert pour assurer la participation de jeunes et de femmes; 1 expert pour appuyer l'intégration de la migration dans la planification locale et appuyer le bon déroulement des activités et réunions au niveau national. L'expert national, la CTP et les autres membres du PNUD ainsi que les partenaires du projet, ont assuré un encadrement technique auprès des 16 jeunes spécialistes (UNV) sur le terrain, notamment à travers la correction de certains de leurs travaux.

Le portage politique au niveau national et local est le facteur clé pour le succès du projet, son institutionnalisation et son éventuelle scaling-up. Au-delà des efforts que le projet fait dans ce sens, ce résultat ne dépend pas entièrement des efforts fournis par le projet. Ainsi, des facteurs humains et professionnels, au-delà de notre control, déterminent en dernière instance l'existence ou pas d'un engagement politique et d'une conviction sur l'importance des SDV.

### **2.6 Assessment of expected results/impact in relation to CA Result Framework: (include explanation of how the reported activities and outputs are contributing to the following key results areas of the Cities Alliance – where not applicable specify N/A) (please, where possible, provide also figures e.g. X no. of people trained)**

Knowledge products and policy dialogues delivered to targeted audiences	Guide pour l'incorporation de la migration dans la planification locale élaborée par l'OIM dans le cadre d'un projet conjoint OIM/PNUD
National policy frameworks developed and/or enhanced to address urban development needs	L'ancrage de la méthodologie SDV dans le <i>Programme National Villes Durables 2016-2050</i> contribue au développement d'un cadre stratégique national pour répondre aux besoins de développement durable des villes tunisiennes.
Local pro-poor and climate-resilient strategies and plans developed, and resources mobilized	N/A. Les activités qui pourront contribuer à ce résultat n'ont pas encore commencé.

Sensible aux nombreuses difficultés auxquelles sont confrontées les femmes et les jeunes tunisiens afin que leurs réflexions et opinions soient prises en considération dans les questions d'intérêt général, le cadre juridique et légal de la Tunisie veille à assurer leur implication et leur participation dans le développement local de leur ville, et ce particulièrement depuis la nouvelle Constitution de 2014.

À cet égard, les orientations méthodologiques pour l'élaboration des Stratégies de Développement des Villes mettent également l'accent sur la nécessité d'intégrer les femmes et les jeunes dans l'ensemble du projet: «L'élaboration d'une stratégie de ville est un exercice qui se doit d'être inclusif et de prendre en considération les besoins et les aspirations des différentes catégories de la population. Une ville qui tournerait le dos à la moitié de ses habitants est une ville amputée de la moitié de ses capacités, d'où le besoin de favoriser la participation effective des femmes aux différents niveaux de la participation et de la décision. D'autre part, près du quart de la population tunisienne a entre 18 et 29 ans. Afin que la SDV corresponde aux attentes de cette importante tranche d'âge, il faut impérativement inciter la participation des jeunes à la démarche méthodologique afin de contribuer à l'élaboration de la SDV».

Mechanisms to engage citizens in city/urban governance developed

Le projet a prévu des mesures spécifiques qui garantissent la participation et la représentativité des femmes et des jeunes tout au long du processus de planification stratégique conformément à la législation tunisienne et notamment:

A. Représentation dans les structures de pilotage, gestion et élaboration technique des SDV: Ces mesures commencent par la sensibilisation auprès des autorités locales sur l'importance d'identifier les membres du COPIL au niveau local qui assurent l'inclusivité des femmes et des jeunes. Dans certains cas, cette première sensibilisation n'a pas été suffisante pour obtenir le résultat ciblé par le projet, et nous avons dû réagir aussi *apostériori*, une fois reçue des propositions de composition des COPIL. En effet, ceux-ci n'incluaient pas suffisamment de femmes et de jeunes. Nos suggestions visant à réviser la composition des COPIL et améliorer la représentativité des femmes ont eu un effet positif. Bien que les hommes continuent d'être majoritaires, les progrès vers l'égalité hommes - femmes n'en sont pas moins importants: en effet, les femmes représentent 32% des membres des Comités de Pilotage (à l'exception de la ville de Jendouba, et ce malgré les efforts de sensibilisation du PNUD). En ce qui concerne la composition des Comités de Gestion Locale, les villes ayant présenté leur proposition ont presque

atteint la parité (48% des représentants sont des femmes). Les cheffes de services représentent le 54%, les coordinatrices des équipes techniques le 33%, et les expertes juniors 48%.

- B. Encourager et faciliter la participation des femmes et des jeunes aux réunions et ateliers: il fut également suggéré par le PNUD d'identifier les femmes et les jeunes ressources dans les villes et de les encourager à y participer via des invitations ciblées ainsi qu'à travers des appels téléphoniques.

Par rapport aux jeunes plus spécifiquement, et suite à l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, prévoyant la réalisation de 17 Objectifs de développement durable (ODD), le système des Nations Unies en Tunisie a prévu l'organisation d'une série de camps des ODD ou « *SDG camps* », s'inscrivant dans l'initiative régionale *Youth Leadership Programme* sous format de non-conférence, en vue de sensibiliser et d'engager des actions des jeunes contribuant à la réalisation des ODD.

Entre fin Octobre et début Novembre 2017, 8 Camps ont été organisés dans différentes localités du pays, à savoir Béja, Djerba, Gabès, Kairouan, Médenine, Sidi Bouzid, La Soukra et Tataouine. Le choix de ces villes est motivé par la volonté d'assurer le lien entre les *SDG Camps* et le processus de planification locale en cours dans ces localités, notamment celles du projet *Madinatouna*. De ce fait, l'initiative a eu pour objectif premier d'identifier et mettre en œuvre des solutions innovantes par les jeunes, afin de contribuer à la réalisation des ODDs. L'initiative a visé également à informer sur les processus de planification locale, intégrant les dimensions du Programme 2030. Enfin, elle a pour but de mobiliser dans chaque ville un groupe de jeunes actifs et passionnés pour qu'ils participent régulièrement aux activités de planification urbaine stratégique dans le cadre de *Madinatouna*.

Enfin, il fut proposé de créer des listes de présences pour les réunions et les ateliers, incluant deux colonnes où figurent la tranche d'âge des participants (>29 ou <29) et le sexe des participants, afin de pouvoir faire le suivi et l'évaluation des résultats à ce sujet. Ainsi, la participation de femmes aux grandes conférences de validation du diagnostic représente le 31% du total de participants.

- C) La participation en général de la société civile (en sens large) a été aussi promue par le projet. Aujourd'hui, le taux moyen de participants non

gouvernementaux (incluant le Secteur privé) est de 43%

Capacities of cities in governance and management strengthened

Les équipes municipales participant aux formations décrites dans la section 2.1 de ce rapport, ont démontré un réel apprentissage technique relatif à leurs activités. Nos tests de mesure d'apprentissage (évaluations *ex-ante* et *ex-post* formation) confirment en effet l'importance de ces activités. Ainsi, les résultats obtenus jusqu'à présent montrent que 84% des membres des équipes municipales des villes de Béja, Médenine et Tataouine ont amélioré leurs compétences, soit un chiffre allant au-delà de la cible initialement prévue de 80%. De plus, après avoir réalisé des enquêtes de satisfaction à l'égard de la qualité et de la pertinence de la formation fournie, le taux de satisfaction des participants des équipes municipales de Béja, Médenine et Tataouine s'avère être de 82%, un taux légèrement plus bas mais tout de même proche de la cible finale de 85%. En ce qui concerne les formateurs, qui rappelons-le font partie du noyau d'experts tunisiens en planification urbaine stratégique mise en place par le projet, apprécient de manière globalement positive les séances de "rafraîchissement" de connaissance qui servent aussi pour le partage et l'évaluation entre formateurs, du processus de formation jusqu'à la fin de chaque phase, leur permettant de discuter des méthodes appliquées et d'adapter/d'améliorer la méthodologie pour les séances prochaines.

**2.7 Please describe progresses on your project's monitoring and evaluation activities: (this should include M&E workshops, baselines studies, mid-term evaluations and achievement of milestones on key crosscutting indicators concerning gender equality and resilience)**

Le PNUD a accompli un travail de proximité, de suivi et d'accompagnement des équipes municipales tout au long de cette période. Depuis Juillet, nous avons effectué près d'une vingtaine de **missions sur le terrain**, couvrant l'ensemble des municipalités. L'expert national, accompagné parfois par la CTP du projet et/ou par les experts juniors, a assuré une moyenne de 14 jours par mois de présence au sein des municipalités. Pour les villes de Sidi Bouzid et Beja, les équipes sur place de CILG-VNGi ont également assuré le suivi des activités. Concernant Gabès et Kairouan, l'expert de Medcités a effectué 10 missions sur le terrain, parfois de manière conjointe, parfois de manière autonome/indépendante. Enfin, pour les villes de Monastir et Jendouba, la GIZ s'est appuyée sur l'Association Tunisienne des Urbanistes (ATU) qui a réalisé 3 missions à Monastir, 10 missions à Jendouba, et 6 à M'Saken sur le terrain, la plupart de manière autonome. Les missions accomplies sur le terrain se sont révélées primordiales pour assurer une bonne gestion du projet. Outre le travail de suivi et de coordination, elles ont permis une meilleure intégration de la stratégie par les équipes municipales, l'intégration de la participation citoyenne et l'engagement des acteurs politiques. Grâce à cette présence renforcée sur le terrain, les villes bénéficient de conseils stratégiques et méthodologiques précieux. La plupart de ces rencontres (sauf pour Kairouan et Monastir) ont permis aux équipes municipales de mieux s'approprier le projet. Ces missions ont également été parfois l'occasion de rencontrer les gouverneurs, les directions régionales de développement et d'autres représentants des ministères au niveau régional, qui sont des acteurs institutionnels majeurs pour le développement de la région.

Par ailleurs, le PNUD a organisé pendant cette période **2 journées de suivi technique avec tous**

**les partenaires techniques d'exécution du projet (CILG-VNGi, Medcités, GIZ) au niveau national.** La première (en septembre) à l'occasion de la séance de rafraîchissement des formateurs pour analyser l'avancement des activités de planification et les problèmes techniques rencontrés pour proposer des solutions. La deuxième journée (en Octobre) a été consacrée à: (i) une discussion sur l'état d'avancement par les villes/partenaires, et proposer des actions pour surmonter les principales difficultés; (ii) aux mesures pour promouvoir la présence et participation des femmes et de jeunes dans les structures et réunions de planification, (iii) à la Présentation rapide des outils proposés pour le Suivi de l'avancement et discussion sur les rôles/responsabilités de chaque partenaire ainsi que les moyens de coordination entre partenaires; (iv) aux questions logistiques et administratives (Traiteurs/ hôtels Calendrier pour les conférences de clôture de la première phase et proposition de date et lieux pour la première rencontre entre villes); (v) aux formations des équipes municipales: difficultés rencontrées et solutions proposées (vi) à la Communication, Événements publiques et Presse (vii) Systématisation (viii) proposition de la réalisation des ODD camps en expliquant leur utilité pour renforcer l'implication des jeunes dans le processus.

En outre, à titre de rappel, la formation des formateurs a été réalisée par la GIZ au début de l'année 2017. Cependant, comme le projet a pris du retard dans le démarrage des activités sur le terrain, les formateurs n'ont pas pu réaliser la formation auprès des équipes municipales immédiatement après avoir reçu eux-mêmes la formation. A cet égard, il avait été convenu que **des séances additionnelles de suivi et de renforcement de capacités des formateurs** soient organisées à la fin de chaque formation pour réaliser un suivi des résultats et discuter sur des éventuelles questions importantes soulevées, ainsi que pour préparer davantage les formateurs avant la formation suivante, renforcer leur connaissances et dissiper les éventuels doutes qu'ils/elles pourraient avoir. Ainsi, les formateurs recrutés par le projet ont participé lors de cette période à **2 séances de suivi et de rafraîchissement de connaissances.**

Enfin, les différentes **réunions au niveau national** (voir section 2.1 du rapport) avec les partenaires nationaux, notamment le **MALEV**, le **MDICI** et la **FNVT** ont également servi à faire avec eux le suivi de l'avancement du projet.

## 2.8 Description of outputs attached (if any) (please add rows if needed):

Output 1	Les rapports de diagnostic des SDV, élaborés par les équipes techniques municipales avec l'assistance technique du PNUD et des autres partenaires du projet, notamment la CILG-VNGi, la GIZ et Medcités.  Les rapports des ODD camps
Output 2	Le rapport de la première rencontre entre villes.
Output 3	Le rapport du lancement national à La Soukra

## 3. Budget and Governance

**3.1 Please describe how the project delivery status, if the expenditures are on-track, any relevant budget variations across the period (in excess of 5%), budget reforecasting etc. Please describe also any challenges/opportunities with the project co-funding.**

Le niveau d'exécution du budget est cohérent avec le degré de mise en œuvre effectuée pour cette période. Les dépenses effectués pour la finalisation des activités 1.1, 1.2, 1.3, 2.1 et 3.2 a ont légèrement dépassé les prévisions du budget (sans excéder le 10%).

Les transferts de fonds pour la deuxième tranche pour Medcités ont été effectués. Les fonds pour le paiement de la troisième tranche pour Medcités et de la deuxième et troisième pour CILG-VNGi sont déjà engagés sur le système (fonds qui ne sont pas donc disponibles).

Concernant le cofinancement, le PNUD s'était engagé à cofinancer des activités orientées à compléter le plan de travail du projet SDV à la hauteur de 18 000 USD. Or, juste dans la période Juillet-décembre le PNUD a pris en charge de dépenses du projet à l'hauteur de **10 446 US** (fonds propres). En plus, le PNUD a aussi pris en charge des autres activités à travers de synergies avec d'autres projets en cours, comme par exemple dans le cadre du Programme régional du PNUD *Youth Leadership Programme*. Ainsi, le PNUD Tunisie a financé l'organisation des ateliers de formation et participation des jeunes aux « SDG Camps » à l'hauteur de **15 000 USD**. Dans ces ateliers/SDG Camps, 40 solutions pour répondre aux priorités de développement de leur villes ont été conçues par les 200 jeunes y ayant pris part, dont 16 ont été retenues afin d'être évaluées lors de l'atelier national où ont été sélectionnés les 5 représentants. Ils ont pu participer à l'atelier régional de l'initiative YLP qui a eu lieu début décembre au Caire, en Egypte. Enfin, deux représentants ont été sélectionnés pour participer au UN ECOSOC Youth Forum 2018 à New York fin janvier 2018.

Le PNUD a également contribué au co-financement *en nature* du personnel d'appui technique (Chargé de programme, collaboratrice junior et équipes du personnel d'appui au support du projet). Tout ceci pour un coût approximatif pendant ce semestre de **48 000 USD**. Tout ceci montre le fort engagement du PNUD envers ce projet.

Enfin, il est à noter que dans le rapport financier pour la période Juillet-Décembre 2017 une révision du rapport financier de la période janvier-mai 2017, a été effectuée afin de tenir compte les dépenses de juin (donc présenter les dépenses Janvier-juin) ainsi que des tarifs des Services de gestion généraux (General Management Services – GMS) pour ladite période. En effet, notre « Combined Delivery Report » (CDR) semestriel, qui reflète l'état officiel des dépenses des projets, incluant les montants « General Management Services » (GMS), n'est disponible sur notre système ATLAS que vers la fin du troisième trimestre de l'année.

### **3.2 Please describe any changes to the governance and management arrangements of the project including implementing partners, stakeholders and other donors.**

A cause de manque de volonté politique et comme expliqué dans la section 2.2 la ville de Monastir a été remplacée par M'Saken.

## **4. Future Planning**

### **4.1 Provide an updated work plan for the next 6 months (anticipated progress, problems or issues)**

Voir le document Excel en annexe.

### **4.2 Describe any linkages to investments and other funding (identification of specific investment links and founding sources and amounts):**

Financement par UNV Programmes de formation pour les UNV à Amman

L'atelier régional « UN Youth Volunteer Workshop » s'est tenu à Amman du 6 au 9 Novembre 2017, en Jordanie. La participation des Volontaires des Nations Unies (VNU) du projet Madinatouna a été assez importante. En effet, sur les 26 participants de différentes nationalités présents à la formation, 11 faisaient partie du projet Madinatouna. La formation avait pour objectif de présenter le programme VNU et le rôle des jeunes Volontaires au sein des Nations Unies. Elle s'est faite au travers de différentes introductions sur des thèmes divers, tels les Objectifs de Développement Durable (ODD) ou l'éthique et les conditions de services des Volontaires. L'atelier a également été l'opportunité pour les VNUs de découvrir plus amplement l'engagement et la participation des volontaires des Nations Unies à la réalisation des ODD. Il a aussi été l'occasion de réfléchir aux moyens de promouvoir le volontariat et à la façon dont l'expérience du bénévolat peut faciliter le développement personnel et professionnel. Enfin, la formation a permis aux VNUs de comprendre les principes du partage des connaissances et de jeter les bases d'un réseau de soutien par pairs.

Au travers d'un partenariat, **UNV a contribué financièrement à hauteur de 21 842 USD** (dont 13 942 USD sous forme de billets d'avion et 7900 USD pour le logement durant le séjour).

#### 4.3. Other relevant information:

## 5. Feedback and Signature

### 5.1 Please highlight what worked well and what could be improved in the support from the Secretariat:

Le PNUD est très reconnaissant de la disponibilité permanente ainsi que du support technique offert par l'équipe de Cities Alliances. Les échanges par email et par Skype avec Mme. Reudenbach sont très fluides et ont toujours répondu aux besoins d'accompagnement et de conseils. De même, à travers M. Ben Ameer, Coordinateur national du programme pays Cities Alliance, l'accompagnement du projet est assuré de façon très positive.

### 5.2. Project Manager Signature:

Leonor C Lopez Vega, Conseillère  
Technique Principale, programme  
d'appui au développement local, PNUD



07 Février 2017

